

Soutien à la parentalité et Covid-19

Résultats et analyse

Observatoire de la parentalité de La Réunion
Alexandre HOAREAU



Contexte et objectif de l'étude

Dans un contexte de retour progressif à la vie "normale", l'observatoire de la parentalité a souhaité interroger le réseau des acteurs du soutien à la parentalité, d'une part sur leur perception des besoins actuels des parents, du climat familial ambiant ; et d'autre part sur leur activité, leurs difficultés, leurs stratégies, leurs perspectives en matière d'accueil des parents pendant la pandémie.

Cette enquête a pour objectif de jauger le contexte dans lequel évoluent les professionnels et les acteurs associatifs engagés dans l'accompagnement des parents pendant la crise Covid-19. Les résultats permettront d'identifier des pistes communes de réflexion et de travail dans une perspective d'amélioration continue de nos pratiques et de mise en adéquation avec les besoins des parents.

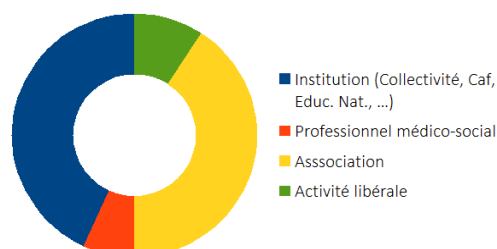
Méthode d'enquête et typologie des répondants

Un questionnaire en ligne – en majorité des questions fermées et quelques questions ouvertes pour un total de 26 questions – a été envoyé au réseau des acteurs du soutien à la parentalité présents sur l'île de La Réunion. 46 d'entre eux ont répondu au questionnaire.

Notre échantillon ne peut être considéré comme statistiquement représentatif de l'ensemble des acteurs du soutien à la parentalité intervenant sur notre territoire, mais permet de faire émerger des aspects utiles à l'action collective. Le traitement des réponses a été réalisé avec l'application Sphinx.

Les personnes qui répondent à l'enquête exercent leur activité majoritairement en institution 41,3 % ou au sein d'une association 41,3 %. Le reste se répartit entre professionnels du secteur médico-social 8,7 %, et acteurs du soutien à la parentalité en activité libérale 8,7 %.

	% cit.
Institution (Collectivité, Caf, Educ. Nat., ...)	41,3 %
Professionnel médico-social	8,7 %
Association	41,3 %
Activité libérale	8,7 %



D'une manière générale, les réponses nous indiquent que les parents ont besoin d'être rassuré – pour pouvoir rassurer à leur tour leurs enfants –, là où le doute et l'incertitude règnent. Parallèlement, sont évoqués la nécessité de réactiver le lien social. Il s'agit de pouvoir échanger avec d'autres personnes, d'autres parents, de prendre part à des activités en extérieur, également à des activités de bien-être : yoga, relaxation, méditation en pleine conscience, gestion du stress, gestion des émotions.

Les répondants évoquent la nécessité encore plus marquée : d'un soutien à la parentalité adapté aux exigences de la période actuelle ; de l'acquisition de connaissances, de pratiques et de compétences utiles en temps de pandémie. Selon l'un des répondants, les ateliers de soutien à la parentalité devraient être co-animés ponctuellement par un psychologue pour permettre au plus grand nombre de bénéficier de l'écoute d'un professionnel de la santé mentale, et d'être rassuré ou, le cas échéant, pris en charge de manière individuelle. Sur ce dernier point, la question de la gratuité des consultations a été évoquée.

Accès et usage du numérique

À La Réunion, l'usage du numérique, malgré son incroyable démocratisation, ne fait pas parti du quotidien de tout le monde. Les causes : le déficit d'équipement, la couverture numérique de l'île – particulièrement faible dans les Hauts de l'île – ou encore le manque de compétences et les coûts d'accès élevés². Les populations les plus fragiles sont souvent les plus concernées. Les répondants témoignent du caractère perturbant de la dématérialisation des démarches administratives pour les familles, le Réunionnais préférant « aller sur place ». Malgré cette réalité culturelle, les acteurs préconisent une campagne accentuée d'accompagnement dans l'accès et l'usage du numérique. Bien qu'internet ne soit d'aucune façon la panacée, il demeure un outil indéniable de réduction des inégalités si l'on se réfère aux 17 objectifs de développement durable définis par l'ONU (Objectif 9).

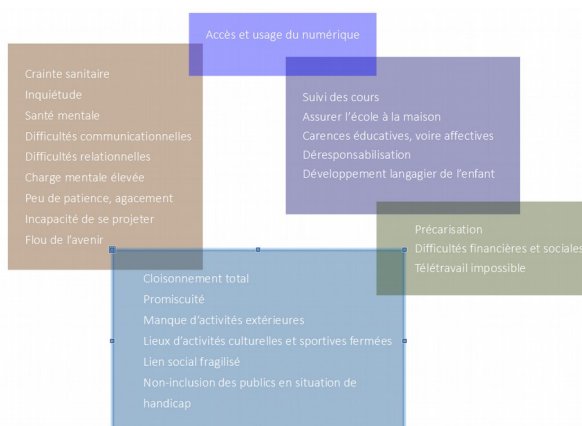
Autres points

Parmi les thèmes évoqués par les répondants, notons les modes de garde – leur disponibilité, leur coût et leur adaptation aux contraintes horaires ; la visibilité et la lisibilité de l'offre de service territoriale en matière de soutien à la parentalité et d'accompagnement social d'une manière générale ; un accompagnement budgétaire lié à l'impact direct de la crise sanitaire ; la prévention sur l'alimentation, le temps de sommeil des enfants, l'obésité et l'usage des écrans – risques démultipliés par le confinement, le couvre-feu et les gestes barrières.

Les difficultés majeures rencontrées par les parents

Insécurité financière et risques de violence

Les acteurs interrogés nous font part des difficultés nées du confinement qui perdurent à plus ou moins grande échelle pour certaines familles. La première difficulté est financière. La baisse de revenus occasionnée par le confinement, le chômage partiel ou total lié à l'arrêt de certains secteurs économiques (restauration, commerces, sport et loisirs, culture, ...) a généré de l'insécurité, voire de la précarité. Cette situation peut avoir de graves conséquences sur le climat familial et peut être source de tensions, de conflit, ou pire, de violence. Un répondant intervenant en institution nous fait part d'une recrudescence des cas de séparation ou de violences intrafamiliales. Ces deux phénomènes sont parfois liés comme le mentionne l'étude *Violences conjugales envers les femmes à La Réunion (ORSOI 2020)*, – la décohabitation est un marqueur important des situations de violence, particulièrement pour les femmes jeunes³.



2 – Selon l'INSEE, en 2017, 78 % des habitants de La Réunion ont un accès à internet à domicile, contre 85 % des résidents métropolitains. Le retard par rapport à la métropole s'est cependant réduit de moitié depuis 2009. Près d'un Réunionnais sur quatre ne s'est jamais connecté à internet. Les plus âgés sont les plus éloignés du numérique, mais de façon plus prononcée et plus précoce à La Réunion.

3 – Ined, *Virage outre-mer, La Réunion 2018 - Exploitation* : ORS OI

Vase clos

Le confinement et les mesures sanitaires qui ont suivi ont été des facteurs d'isolement pour les familles. La perte du lien social a été pour un grand nombre synonyme de déprime. La présence constante des enfants a également demandé beaucoup de ressources, notamment en termes d'accompagnement scolaire. Ceci a pu être pour certains une source de charge mentale supplémentaire, souvent accompagnée de stress lorsque l'équipement permettant la continuité pédagogique était inadapté, fonctionnait mal ou par intermittence, ou n'était tout simplement pas disponible pour des raisons de coût. Il s'agissait aussi de pouvoir gérer les enfants 7/24, avec leurs humeurs, leurs craintes, leurs troubles, leur ennui. Malgré la disponibilité de nombreuses ressources (TV, sites internet), la tâche n'a pas été aisée pour tout le monde. Là encore, le constat des inégalités a été flagrant, et même plus marqué. Ceci est d'autant plus vrai lorsque le logement est exigu, particulièrement pour les familles nombreuses. La promiscuité ne fait qu'amplifier les phénomènes cités plus haut.

Retour à la vie « normale » ?

Depuis le déconfinement et la reprise des activités en mode dégradé, l'incertitude quant à l'avenir demeure intacte. Le confinement a, semble-t-il, laissé des traces. Outre les difficultés financières qui persistent, c'est la santé, et notamment la santé mentale, qui interroge de manière pressante les professionnels du secteur médico-social. Les fragilités recensées tournent autour du mal-être, du surmenage, de l'angoisse. L'inquiétude des parents se focalise également sur la santé des enfants, l'impact sur leur développement – langagier pour les plus petits du fait du port du masque. Nous lisons aussi à travers les verbatims une perte de confiance dans les institutions. Ceci peut être dû aux discours des pouvoirs publics perçus comme divergents, incohérents ou inadaptés.

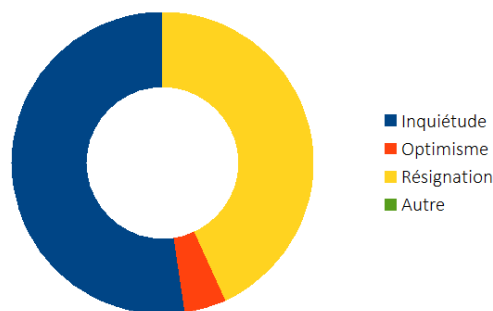
Le sentiment des acteurs sur la période actuelle

Chez les acteurs interrogés, la répartition des réponses semble plus équilibrée. Si 35,9 % d'entre eux éprouvent de l'inquiétude, 30,8 % de la résignation, ce sont 33,3 % qui font part d'optimisme. Si l'inquiétude et la résignation cumulées obtiennent un score représentant deux tiers des réponses – dans un climat anxigène qui n'épargne personne – nous constatons qu'un tiers des acteurs interrogés expriment leur optimisme (contre 4,2 % des parents selon ces mêmes acteurs).

Nous pouvons émettre l'hypothèse que de par leur parcours de vie, leur cursus de formation, leur système de valeurs, leur activité d'accompagnement – fondée pour la plupart sur la connaissance de soi, la gestion des émotions, le développement de la résilience, la psychologie positive, la confiance en soi et en l'autre – certains acteurs du soutien à la parentalité semblent avoir plus de ressort, qualité essentielle s'ils doivent eux-mêmes insuffler cette dynamique auprès des parents accompagnés. Il s'agirait pour eux d'une responsabilité à part entière. Ces acteurs ont choisi de sortir

de la crise par l'émulation. L'optimisme est affaire de volonté, nous dit Blaise Pascal. Ce positionnement n'exempte cependant pas de rester connecté aux réalités et de garder le ton juste lors des accompagnements. Pour ces acteurs, il ne s'agit pas de fermer les yeux sur la situation, mais plutôt de restaurer le pouvoir d'agir dans un contexte d'incertitude.

Notons que les acteurs associatifs sont parmi ceux qui expriment le plus leur optimisme (42 %), alors que ceux en activité libérale font nettement part de leur inquiétude (75 %). Pour ces derniers, le maintien de l'activité – voire sa viabilité – est en effet directement menacé par le contexte actuel. Pour les professionnels du secteur médico-social – en première ligne, confrontés aux effets parfois dramatiques de la crise sanitaire et au surbooking – les avis se partagent nettement entre inquiétude (50 %) et résignation (50 %). En institution, les avis sont moins tranchés avec 26,30 % d'optimisme, 10,5 % d'inquiétude et 36,8 % de résignation. Les 26,4 % restants ont coché la case « Autres » à la question du sentiment dominant. Parmi les libellés, certains expliquent être soumis aux décisions prises au sein du gouvernement sur la gestion

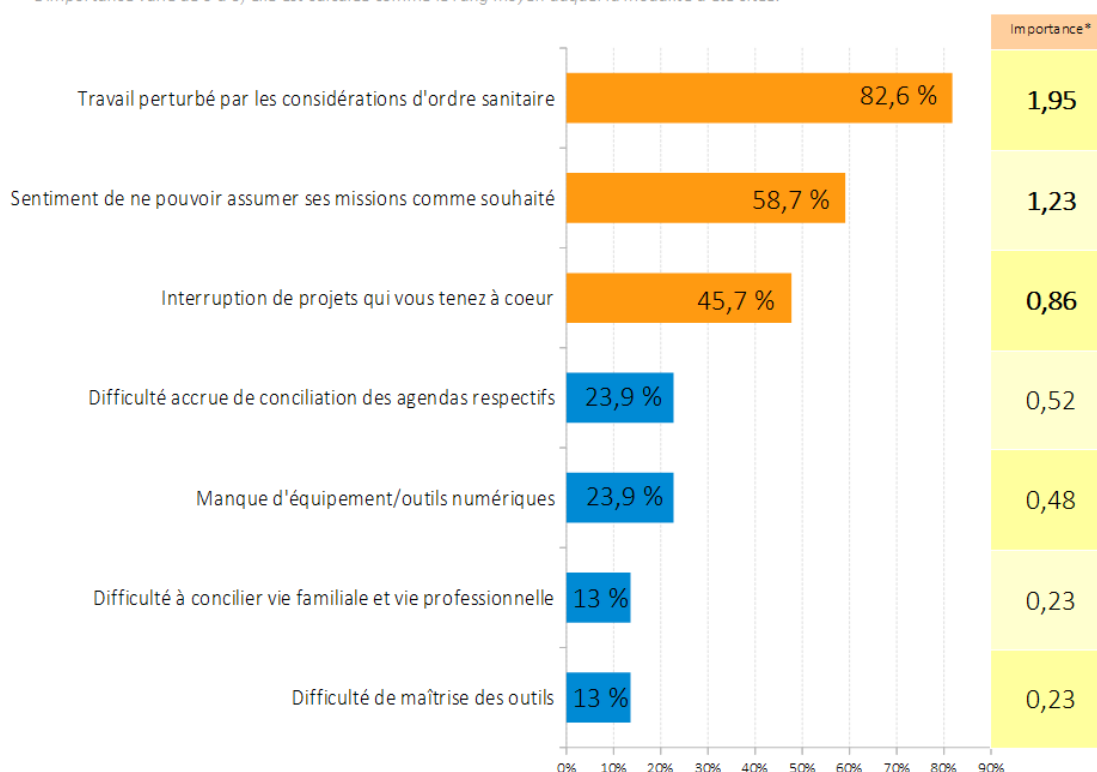


de cette crise et se doivent de la mettre en œuvre. D'autres affirment être contraints de s'adapter en faisant au mieux pour accompagner les familles malgré parfois un sentiment d'incohérence, ou du moins de mesures inadaptées. Dans ce cas, il est probable que certains acteurs institutionnels, particulièrement au sein de l'action sociale, développent leur capacité d'initiative afin de répondre au mieux aux exigences des situations particulières, de manière plus marquée qu'il ne l'aurait fait en temps normal. Enfin, certains font part de lassitude, un sentiment qui peut naître de l'impression de ne pouvoir agir, ou de ne pas avoir suffisamment de réponses adaptés, malgré une batterie de mesures et de moyens – et d'énergie – consacrés à la résorption des difficultés majeures.

Les principales préoccupations des acteurs

Les trois principales préoccupations cités par les répondants concernant leur activité sont, par ordre d'importance décroissant : le travail perturbé par les considérations d'ordre sanitaire (82 %), le sentiment de ne pouvoir assumer ses missions comme souhaité (58,7 %), l'interruption de projets qui leur tenait à cœur (45 %). Viennent ensuite, à part égales (23,9 %), la difficulté accrue de conciliation des agendas respectifs, et le manque d'équipement/outils numériques – notamment dans un contexte de montée en puissance de la relation numérique à distance. Enfin, la difficulté de maîtrise des outils, et la difficulté à concilier vie familiale et vie professionnelle s'élève pour ces deux items à 13 %.

* L'importance varie de 0 à 3, elle est calculée comme le rang moyen auquel la modalité a été citée.



Nous lisons d'abord un sentiment global de frustration engendré par la crise sanitaire et ses conséquences sur les projets à court, moyen, voire long terme. Puis vient la difficulté à mettre en œuvre la co-action, pour des raisons techniques ou organisationnelles. Ainsi, semble-t-il, l'usage des outils numériques ne résout pas tout malgré leur caractère pratique et innovant – plus d'un tiers des acteurs interrogés ne fait aucun accompagnement à distance. Surtout qu'en termes d'accompagnement rien ne remplace le contact humain qui permet l'expression non-verbale tant pour celui qui se livre – sans l'usage des mots parfois – que pour celui qui écoute – avec la posture, l'expression du visage favorable à l'empathie, à l'authenticité et au non-jugement.

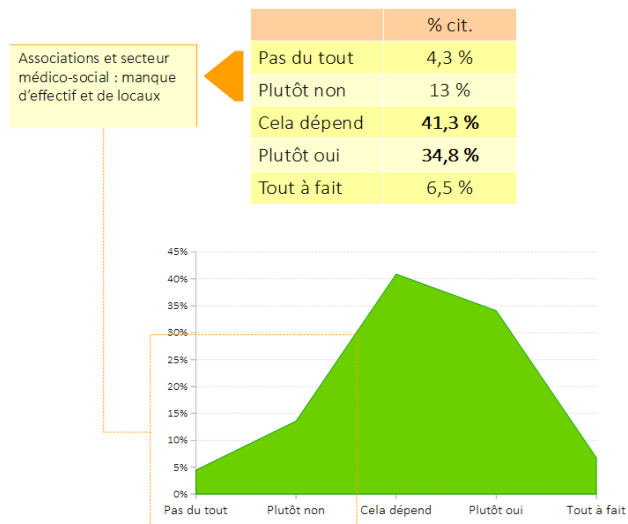


(sur la base des verbatims recueillis)

Les acteurs nous font également part de la difficulté à mettre en place des actions collectives du fait des protocoles sanitaires pas toujours évidents à mettre en œuvre du fait des moyens disponibles – surtout en milieu associatif. Cette difficulté est accentuée par le fait que nombre de parents soient réticents à participer à ce genre d'événement par peur de contamination. On retrouve cette crainte dans les lieux d'accueil parents-enfants où « certains parents ne souhaitent pas exposer leurs enfants au contact d'autres enfants », affirme l'un des répondants. Ainsi, les familles sont moins enclines à solliciter les structures de soutien, du moins pas autant qu'elles avaient l'habitude de le faire.

Accompagner les parents : moyens et ressources suffisantes ?

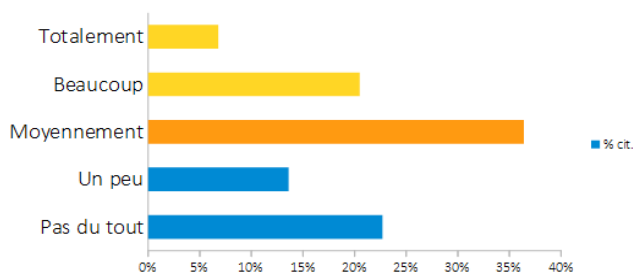
Les acteurs interrogés estiment pour une large part avoir les moyens et ressources suffisantes pour accompagner les parents (41,3 %). Si la même part des répondants affirment que cela dépend, 17,3 % disent ne pas disposer de moyens nécessaires et suffisants. Certaines associations interrogées, mais aussi des professionnels du secteur médico-social, déclarent avoir des problèmes d'effectif – gestion de l'absentéisme dû à la Covid-19 – et de locaux (disponibilité, aménagement, équipements). Cette question demande probablement un approfondissement qui permettrait d'identifier la nature des moyens nécessaires, leur volume, leur disponibilité temporelle et physique, leur adéquation aux contextes changeants.



La détention de ces moyens est-elle propre aux besoins des accompagnateurs ou concerne-t-elle également les besoins des accompagnés ? Par exemple, le fait de disposer de l'équipement nécessaire à la visioconférence et savoir l'utiliser. Autant de questions qui nous obligent, plus que jamais, à une réflexion collective et inclusive sur les attentes des parents, les attentes des professionnelles, les attentes institutionnelles et la relation d'adéquation qui existe entre ces trois pôles. Il s'agit, en outre, de réinterroger le principe d'accompagnement, les typologies et les postures d'accompagnement. Cette période de crise sanitaire pourrait être le « bon moment » pour s'affairer à cette tâche dans l'expectative d'une boîte à outil commune et d'un mode d'emploi concerté.

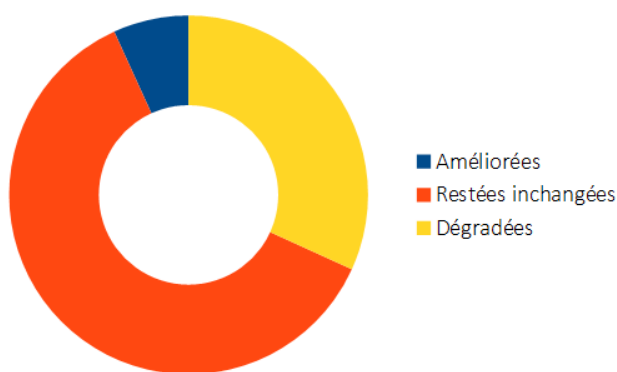
« Aller vers » les familles

Pour près de 26 % des répondants, le contexte actuel de la pandémie a permis de favoriser le principe d'aller vers les familles. Pour 35 % d'entre eux, ce principe n'a été appliqué que moyennement alors que pour 39 % d'entre eux, cette dynamique n'a pas eu lieu (24 %) ou très peu (15 %). Notons que les règles de distanciation liées au contexte sanitaire ont considérablement perturbé les moments



d'accompagnement, obligeant les acteurs à innover, du moins à s'adapter en accompagnant autrement. Nous constatons cependant qu'il subsiste des disparités en termes de capacité d'adaptation et d'innovation, dépendamment des moyens et ressources accessibles par les acteurs selon leur profil et/ou leur statut. Le principe de base reste cependant de garder le lien, malgré la distance, par tous les moyens disponibles – parfois de façon originale et inventive. Ce principe doit aujourd'hui être renforcé et doté de moyens adéquats. Il faut cependant déterminer en amont ce que signifie « aller vers » afin de déterminer les marges de manœuvre qu'offre ce concept dans le contexte qui est le nôtre aujourd'hui.

Relations entre les familles et les professionnels



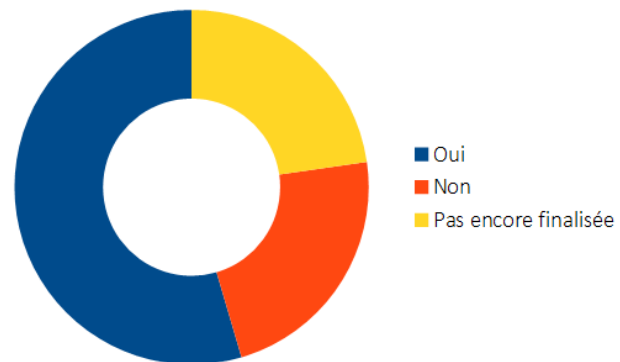
Pour 61 % des acteurs interrogés, les relations entre les familles et les professionnels sont restées inchangées. Elles se sont dégradées pour 32,5 % d'entre eux. Ceci peut s'expliquer du fait de la difficulté à régler ou réguler certaines situations à distance. Il peut également y avoir un sentiment de méfiance, en particulier vis-à-vis des institutions. Notons que les acteurs associatifs et ceux exerçant une activité libérale expriment une amélioration de ces rapports – respectivement 10,5 % et 25 %. Ceux-là ont une relation de proximité avec les parents plus effective que celle proposée par les institutions

ou par les professionnels du secteur médico-social même si ces derniers se veulent être au plus près des populations fragiles. En association, le cadre est moins formel, le personnel plus proche de ce que les parents sont eux-mêmes en termes de statut, de représentation. Ceci favorise probablement l'idée et le sentiment de proximité. Les acteurs exerçant en activité libérale sont quant à eux des professionnels de l'écoute et de l'accompagnement, garants d'une relation respectueuse et de qualité, même si ceci n'est pas leur apanage.

Une stratégie ?

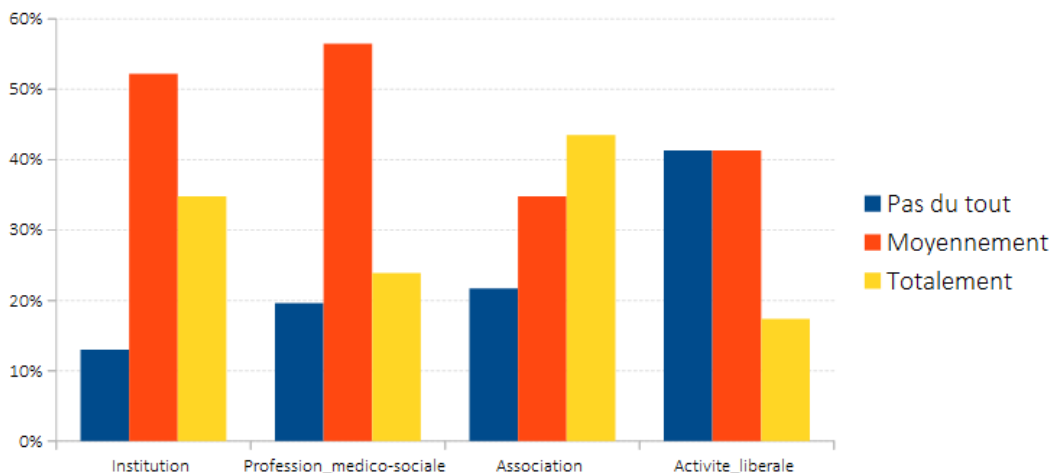
Soutenir les parents durant cette période particulière nécessite probablement une pratique adaptée. 76 % des acteurs interrogés affirment avoir développé une stratégie, dont 21,7 % disent qu'elle n'est pas encore finalisée. Pour ceux-là, la stratégie s'exprime de façon organisationnelle (71 %), de façon matérielle (42,9 %), en termes de posture professionnelle (34,3 %) et en termes d'ingénierie (23 %).

24 % déclarent ne pas avoir de stratégie. Ce quart de la population des répondants comporte en grande partie des professionnels du secteur médico-social, contraints de faire avec les moyens du bord. Le reste se compose des associations et dans une moindre mesure de personnel d'institution. La notion de stratégie est pour ce reste assez éloigné de leur marge de manœuvre individuelle, contraint qu'ils sont de suivre les directives.



Dynamique de réseau

Question : Avez-vous l'impression de pouvoir compter sur le réseau des acteurs du soutien à la parentalité ?



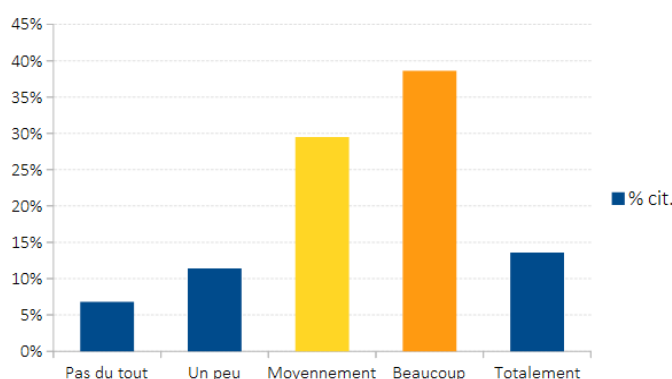
Le degré de confiance vis-à-vis des autres acteurs du réseau est partagé selon le type d'acteur qui répond et selon le type d'acteur que celui-ci « note ». Les résultats reflètent avant tout les difficultés exacerbées de réaliser des actions en commun ou de solliciter au pied levé un partenaire dans un contexte hautement perturbé par la crise actuelle. Les institutions, les professions médico-sociales et les associations sont les types d'acteurs qui recueillent le plus d'opinions favorables. Les acteurs intervenants en activité libérale sont moins bien notés. Ceux-là sont ceux qui subissent le plus les effets de la crise – notamment et surtout d'un point de vue financier. Ce sont également eux qui avaient exprimé le plus l'inquiétude face à la situation actuelle. Ce que nous pouvons déduire de cela est l'évidente et relative complexité du maintien de l'action partenariale en temps de crise sanitaire. Bien que tous aient la volonté de travailler ensemble, tous n'en ont pas les moyens. Dans tous les cas, le « travailler ensemble » est soumis aux principes de précaution, de réalité et de prévention comme le souligne le rapport remis par le HCTS en janvier 2021⁴.

4 – M-P Cols, LeTravail Social au défi de la crise sanitaire - Impact de la crise sanitaire de la COVID-19 sur les organisations et les pratiques professionnelles des travailleurs sociaux, HCTS, 2021.

Crise sanitaire et pratique professionnelle

La crise sanitaire a obligé tous les acteurs, à plus ou moins grande échelle, à modifier, ou du moins à adapter leurs manières de réfléchir, de concevoir et de réaliser. Une remise en question qui refonde les systèmes de pensée et d'action notamment dans les métiers de l'aide et du soin. Lorsque l'on pose la question « la crise sanitaire a-t-elle influencé durablement votre pratique professionnelle ? », les acteurs – tous types confondus – répondent

majoritairement par l'affirmative – Moyennement (28,3 %), Beaucoup (41,3 %) et Totalement (13 %). D'autres répondent que la crise a « peu » influencé (11,4 %) leur pratique professionnelle, et 6,8 % répondent « Pas du Tout ».



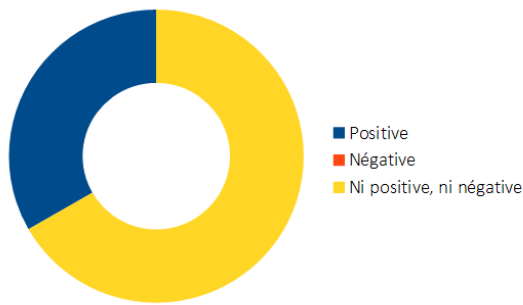
Tri croisé (n°) : Type d'acteur/ « la crise sanitaire a-t-elle influencé durablement votre pratique professionnelle ? »

	Pas du tout	Un peu	Moyennement	Beaucoup	Totalement
Tous les acteurs confondus	6,5 %	10,9 %	28,3 %	41,3 %	13 %
Institution (Collect., Caf, Educ. Nat., ...)	5,3 %	10,5 %	26,3%	36,8%	21,1%
Professionnel médico-social	0 %	0 %	50 %	50 %	0 %
Association	5,3 %	10,5 %	31,6%	42,1 %	10,5%
Activité libérale	25 %	25 %	0 %	50 %	0 %
Total	6,5 %	10,9 %	28,3%	41,3 %	13 %

Selon le type d'acteur, les résultats sont un peu plus contrastés du fait des particularités liées à chaque catégorie d'acteur. Citons par exemple les professions médico-sociales qui expriment le plus nettement un changement – Moyennement (50 %), Beaucoup (50 %). En première ligne de front, ceux-là ont vu leur pratique professionnelle fortement impactée par la crise sanitaire qui les a exposés à des pics d'activité jamais atteints jusque-là et à des situations extrêmes les obligeant notamment à interroger leur éthique.

Autre exemple : les acteurs exerçant une activité libérale. Ceux-là s'inscrivent dans une tendance plus nuancée à la question de l'impact de la crise sanitaire sur leur activité : « Beaucoup » (50 %), « Un peu » (25 %), « Pas du tout » (25 %). Nous pouvons supposer que cette dernière moitié disposait, dès avant la crise sanitaire, de ressources et de moyens d'action permettant de traverser cette période particulière en gardant, pour l'essentiel, les mêmes fondements qu'auparavant. Pour les autres, des « aménagements » plus ou moins importants ont été nécessaires.

Les problématiques sociales amplifiées par la crise ont contraint les travailleurs sociaux à se poser de multiples questions sur leurs pratiques professionnelles, en lien notamment avec : l'usage du télétravail – ses conditions et ses limites ; le périmètre du champ d'intervention faisant apparaître les porosités inhérentes à l'action collective. Autant de pistes d'innovations initiés ou renforcées pendant cette crise qui illustrent la grande créativité, la prise d'initiative, l'ingénierie dont ont fait part l'ensemble de ces acteurs comme le souligne le rapport coordonné par Marie-Paule Cols⁵. Il s'agit aujourd'hui de le reconnaître, de le valoriser et de le capitaliser.



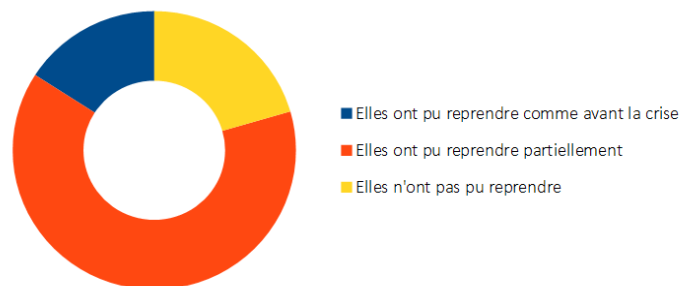
Notons que pour un tiers des répondants (33,3 %) à notre enquête, la crise sanitaire a influencé de manière positive leur pratique professionnelle. Pouvons-nous lire à travers cette réponse une profonde recherche de sens, un retour aux fondamentaux et l'adhésion à un système de valeurs qui transcende les crises en offrant un socle commun ?

Les deux tiers restants (66,7 %) estiment que l'influence de la crise n'a été ni positive ni négative sur leur pratique professionnelle. Ceux qui répondent ainsi

ont-ils repris ou conservé leur mode de fonctionnement d'avant la crise sans que celle-ci n'ait eu le moindre impact sur leurs savoirs, leurs savoir-faire et leur savoir-être ? Somme toute, ces chiffres offrent de nombreuses pistes de travail et de réflexion, et demandent une analyse approfondie des conséquences de cette crise sur les postures et pratiques professionnelles des métiers de soutien et d'accompagnement social.

Retour à la « normale » ?

Pour 17,4 % des personnes interrogées, les actions menées avant la crise ont pu reprendre alors que pour 19,6 % ce n'est pas le cas. Pour les 63 % restants, la reprise est partielle. Nous remarquons une reprise assez généralisée des actions d'avant crise. C'est un retour progressif qui laissera pour certains plus de traces que pour d'autres. Certaines actions n'ont pu reprendre du fait de la fragilisation – voire l'absence – des moyens, de la difficulté de mise en œuvre, du manque de visibilité suffisante pour pouvoir se projeter. D'autres actions ont repris en mode « dégradé ». À l'heure du bilan provisoire, la concertation des acteurs, la conciliation des institutions, la révision des objectifs, la refondation de nos pratiques professionnelles semblent inévitables. Il s'agit d'un changement majeur qui nécessite d'être accompagné avec vigilance et bienveillance.



Accompagnement des acteurs

Les acteurs ayant répondu à la question du besoin d'accompagnement soulignent l'importance d'un réseau partenariale actif et inclusif. L'animation de ce réseau est un impératif si l'on souhaite que celui-ci soit concrètement utile aux acteurs. Ces derniers demandent : des ateliers de réflexion stratégique incluant les parents ; la participation à des groupes de travail thématiques et à l'élaboration d'outils d'accompagnement locaux ; la programmation d'événements communs ; le recueil et le partage de données utiles à l'action de terrain ; l'élaboration d'une charte commune. Certains demandent un soutien au niveau des actions de prévention à la santé, l'un des thèmes majeurs du moment. D'autres évoquent la possibilité de former un groupe de parole dédié aux acteurs rencontrant des difficultés dans leur activité d'accompagnement des familles, ou encore d'être formé à l'écoute dans le cadre d'un programme de formation spécialement conçu par rapport aux besoins locaux et répondant aux difficultés générées ou accentuées par la crise sanitaire.

Conclusion

D'une manière générale, nous pouvons affirmer que la crise sanitaire a eu pour effet d'accélérer les évolutions déjà engagées dans le travail social, notamment celles liées à l'usage du numérique. Aujourd'hui, l'accompagnement à distance concerne un quart de leur activité pour 43,5 % des répondants, la moitié de l'activité pour 15,2 % des répondants, plus de 3/4 de leur activité pour 8,7 %. Ils sont 32,6 % à ne pas faire d'accompagnement à distance. Là aussi, les disparités de mise en œuvre sont liées aux disparités de ressources. L'absence d'un tronc commun visible et lisible creuse d'autant plus cet écart.

La crise sanitaire a également mis en lumière des fragilités existantes au sein des organisations comme au sein des familles, révélant à chacune leurs forces et leurs faiblesses. Ce contexte a fait émerger au sein de la conscience collective l'importance, d'autant plus avérée, de travailler ensemble en pluridisciplinarité, en complémentarité, dans le respect et la compréhension des ressources de chacun, dans un discours commun, et avec une volonté partagée d'offrir aux parents un accompagnement tourné vers leur autonomie, respectueux de leurs besoins.

À ces fins, il serait utile de réaliser une enquête sur ces besoins en interrogeant les premiers intéressés : les parents eux-mêmes. Cette action permettrait de concevoir, compléter ou valider un tronc commun dédié à l'accompagnement des parents et réalisé sur une base inclusive. Une approche globale de l'intervention sociale, alliant prévention, soins, action sociale et communication nous oblige au décloisonnement, à la création d'un langage commun, à l'édification d'un système de valeurs fédérateur, en bref à réinventer notre façon de penser, de dire et de faire, plus particulièrement au niveau des instances décisionnelles. Cela suppose une confiance mutuelle entre les parties prenantes, en particulier vis-à-vis des parents eux-mêmes.

Cette étude nous aura offert, à l'instar d'un baromètre, quelques données ou indices sur les enjeux liés au soutien à la parentalité sur le territoire dans une période où l'espérance en demain est confrontée à l'angoisse du lendemain. Souhaitons que ces pistes de réflexion servent à renforcer notre pouvoir d'agir pour et avec les parents.

